

« Pourquoi l'Europe a besoin de vous »

Tribune de M. Van Rompuy

(Le Soir, 8 mai 2010)

Le président du Conseil européen appelle les citoyens à soutenir la poursuite du projet européen lancé le 9 mai 1950 par Robert Schuman. Pour leurs valeurs et leurs emplois.

Il y a soixante ans, l'histoire de l'Europe a pris un tournant décisif. Le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, a invité les pays européens, et notamment l'Allemagne, à s'engager dans une entreprise politique commune. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, c'était un acte courageux en faveur de la paix et de la réconciliation. Dès lors, la guerre entre voisins européens au sein de l'Union est devenue impensable. Le pouvoir d'attraction de l'Union a accéléré l'effondrement du communisme et la fin de la guerre froide. Peu à peu, les gouvernements européens ont trouvé les moyens de résoudre ensemble leurs différends. Les champs de bataille meurtriers ont cédé la place aux salles de négociation de Bruxelles, ce qui est un grand progrès.

À ses débuts, c'est-à-dire à l'époque de Robert Schuman, de Konrad Adenauer, de Paul-Henri Spaak et des autres pères fondateurs, l'Europe réunissait six pays qui s'occupaient de charbon et d'acier. Aujourd'hui, notre Union compte 27 démocraties et 500 millions de citoyens répartis sur le continent européen, de la Finlande au Portugal et de l'Irlande à la Roumanie. Nous partageons le plus grand marché du monde, un important ensemble de lois, une monnaie commune (pour la plupart d'entre nous), des frontières et des institutions politiques communes ; nous partageons un passé et un avenir communs.

Or, partager n'est pas toujours facile. Certes, nous en recueillons les fruits, dans la mesure où nous en sortons tous renforcés et que les possibilités qui nous sont offertes s'en trouvent accrues. Ce qui est la raison de notre engagement. Mais partager signifie également que, parfois, les problèmes rencontrés par un seul nous affectent tous. Dès l'instant où l'on poursuit un but commun pour servir les intérêts de chacun, il faut être prêt à faire face, ensemble, aux difficultés imprévues. La solidarité n'a pas de sens si elle ne s'exerce que quand tout va bien.

Notre réussite passée n'est pas suffisante pour bâtir un avenir commun. Chaque génération doit encore être convaincue à nouveau que nous avons besoin de l'Union. Pourquoi nos 27 pays continuent-ils de travailler ensemble ? Parce que leurs 27 gouvernements se rendent compte qu'à l'heure de la mondialisation, ils ne sont plus en mesure à eux seuls de garantir le bien-être et la sécurité de leurs citoyens. Par conséquent, même s'ils ne sont pas d'accord sur tout et que leurs positions sont parfois même diamétralement opposées, les 27 gouvernements préfèrent être membres du club européen que de rester seuls à l'écart.

Mais pourquoi ont-ils besoin de vous pour participer à cette entreprise ? Parce qu'aucun gouvernement ne peut se passer du soutien de sa population. Permettez-moi donc de vous dire ce que cela signifie pour vous et ce que l'Europe attend de vous.

L'Union européenne offre de nombreux avantages pratiques aux consommateurs, aux voyageurs ou aux entrepreneurs. Aujourd'hui, les citoyens européens peuvent trouver des vols bon marché pour se rendre dans les villes ou sur les plages de tout le continent. Le coût des appels téléphoniques au sein de l'Union est très inférieur à ce qu'il était autrefois. On peut acheter en toute sécurité des produits de tous les pays de l'Union européenne. Faire la file aux postes-frontières est désormais de l'histoire ancienne. On peut facilement faire ses études à l'étranger. Effectivement – comme nos brochures institutionnelles ne manquent pas de le souligner – l'Europe a ouvert un espace de liberté et d'opportunités.

Mais, soyons francs, ces avantages concrets ont bien peu de poids face à une crise telle que celle que nous traversons ces temps-ci. Les responsables politiques doivent aussi apporter des réponses convaincantes aux questions difficiles. Par exemple, pourquoi avons-nous décidé, quinze pays européens et le FMI, de prêter 110 milliards d'euros pour venir en aide à la Grèce et assurer l'avenir de l'euro ? Ou encore, pourquoi considérons-nous, les 27 pays européens, que les Balkans occidentaux, région qui a tant souffert de la guerre dans un passé récent, devraient un jour se joindre à nous ? Ces questions ne représentent pas seulement des possibilités concrètes pour certains, elles concernent la stabilité existentielle et la paix pour tous.

En ma qualité de président du Conseil européen, dans le cadre duquel les 27 chefs d'État ou de gouvernement, y compris votre Premier ministre, se réunissent pour discuter des perspectives et des difficultés qui nous concernent tous en tant qu'Européens, permettez-moi de vous parler en leur nom. Nous ne vous demandons pas de manifestations d'enthousiasme. Nous ne vous demandons pas d'agiter le drapeau européen ni d'entonner en chœur un chant de paix. Nous vous demandons juste d'être conscients du fait que lorsque nous négocions un accord ou lorsque nous trouvons une solution à la crise du jour, bien souvent l'enjeu dépasse l'accord proprement dit, dépasse la crise elle-même. Au plus fort de ces moments, c'est le sort de l'Europe même qui est en jeu. Ensemble, nous défendons un trésor qui nous est précieux.

Permettez-moi de vous rappeler ce que nous défendons. Les Européens occupent une place privilégiée dans le monde. On nous envie la stabilité politique, la prospérité et les systèmes sociaux, ainsi que la qualité de vie de nos pays. Vous, les cinq cents millions d'hommes et de femmes qui vivez dans l'Union européenne, vous faites partie de ceux qui ont le plus haut niveau d'éducation et de formation au monde. Nous sommes la première puissance commerciale au monde. Ce sont des réalisations dont il y a lieu d'être fier et qui témoignent de notre capacité unique à évoluer dans le temps tout en préservant notre patrimoine. Nous avons toujours cette capacité.

Toutefois, dans un monde en mutation, d'autres régions sont prêtes à nous dépasser dans le domaine économique. Nos emplois et notre influence sont en jeu. Le nationalisme ou le populisme n'apportent aucune réponse à ces défis. Pour défendre nos valeurs, nos intérêts et nos emplois européens, nous devons continuer à agir ensemble et, lorsque nous agissons individuellement, nous devons le faire dans un même esprit. Le

monde d'aujourd'hui nous impose notamment d'élaborer une politique économique plus forte et d'être plus unis sur le plan de la politique étrangère et de la lutte contre le changement climatique. Je suis heureux de constater que tous les membres du Conseil européen sont disposés à assumer cette responsabilité commune.

Il y a soixante ans, Robert Schuman et ses compagnons se sont engagés dans un projet commun. Les pays qui y ont adhéré l'ont fait à leur plus grand bénéfice. Ce projet n'est plus limité à « Bruxelles ». Il concerne la prospérité, la sécurité et la destinée commune de 500 millions de personnes vivant dans 27 démocraties sur notre beau continent.

Aujourd'hui, je ne vous demande qu'une chose : de vous arrêter un instant pour prendre conscience de ceci : nous, Européens, sommes ensemble dans ce destin commun.